

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



**Les réponses
à la crise
se construisent
dans la rue**

Dossier Dette

- En Gironde, dans les communes, à l'hôpital...
- Débat dans les syndicats
- Le rôle de Dexia - Mettre fin à la spirale...



Lisez la presse anticapitaliste...

Abonnez-vous

à **TOUT EST A NOUS !**

L'HEBDO



Le nombre d'abonné-es est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

LA REVUE MENSUELLE



Pour s'abonner avec paiement par chèque, photocopier et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est également possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo <i>Tout est à nous</i>	28 €	56 €
<i>Tout est à nous</i> et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____

Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N°: _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !**

le mensuel du NPA 33

ANTICAPITALISTES !

directeur de publication : **Jean-Louis Danflous**

CPPA : 1014 P 11511 ISSN : en cours

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

Tarifs d'abonnement : 11 € (11 n° auprès des comités)

15 € (11 n° + frais d'envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova

Nom : _____

Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N°: _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Sommaire

NPA en campagne p. 4

- Meeting à Bordeaux pour lancer la campagne de Philippe Poutou

Nos vies, pas leurs profits p. 5 à 7

- IPSOS en grève
- Débat de la CGT sur les services publics
- EVS aux Prud'hommes
- Talence, la SNCF ferme sans crier gare

Dossier Crise de la dette p. 8 à 11

- voir sommaire détaillé page 8

Ecologie p. 12

- Retour sur les mobilisations des 14 et 15 octobre
- La commission écologie vous invite...

30 ans de la Clé des ondes p. 13

- Interview de Gilbert Hanna
- Initiatives de soutien aux salariés de Fralib

Initiatives p. 14 à 15

- 17 octobre 1961
- A propos du film *Lettres et Révolution*
- Interview d'Hubert Krivine et présentation de son livre *La terre, des mythes au savoir*

5 novembre, fête du NPA 33 p. 16



Édito

Les réponses à la crise se construisent dans la rue

Le 15 octobre, des centaines de milliers de personnes ont manifesté dans le monde entier... y compris aux USA, où depuis bien longtemps, on n'avait vu de mobilisations de cette ampleur. « *Occupy Wall Street* », « *Nous sommes les 99%* », affirment fièrement des jeunes et des travailleurs participant à la construction d'une réponse à l'aggravation de la crise capitaliste.

En Grèce, plus de 200 000 travailleurs du public et du privé se sont engagés dans la grève générale, manifestent devant le parlement, dénoncent la politique dévastatrice du « socialiste » Papandréou et de son énième plan d'austérité.

En France, la mobilisation des Indignés est plus limitée. Mais la dynamique internationale de ce mouvement est bien réelle, profonde, et il tend de plus en plus à remettre en cause le capitalisme lui-même. Et s'il n'offre pas une perspective politique claire, c'est bien qu'au-delà de ce mouvement, c'est la perspective socialiste elle-même qui est en crise, qu'il s'agit de reconstruire.

En tout cas, la mobilisation indique un chemin indispensable, celui des mobilisations, du rapport de forces, comme unique moyen d'obtenir satisfaction, face aux politiques d'austérité de droite comme de gauche.

Ici, du côté de la droite dure, c'est la panique après le succès de la « gauche molle » dans sa primaire, exprimant un rejet clair de Sarkozy. Celui-ci est sous la pression des menaces des agences de notation qui le pousse à aggraver encore sa politique... et donc son impopularité. Autour de lui, tout le monde se déchire, s'inquiète de comment sauver sa peau aux élections de 2012.

Mais quels qu'en soient les résultats, l'austérité engagée s'aggravera, y compris si Hollande est élu. Il l'évoque à mots couverts pour l'instant, parlant de « réalisme », et il multiplie les gages en direction des financiers et des capitalistes.

Alors, il est plus qu'urgent qu'à l'image du mouvement des Indignés, nous discutons le plus largement, autour de nous, sur nos lieux de travail comme dans le mouvement social, des voies et des moyens pour faire entendre ici aussi nos exigences, sociales et démocratiques.

C'est le sens de la campagne politique que nous engageons avec Philippe Poutou (voir p. 4). Nous voulons affirmer que pour nous, à l'opposé de tous ceux qui acceptent la logique du remboursement de la dette, il n'y a pas d'autre issue possible que son annulation pure et simple (voir notre dossier p. 8 à 11).

C'est une étape indispensable pour se libérer de la pression des marchés financiers et dégager les moyens nécessaires aux mesures d'urgence indispensables : le partage du travail entre tous, l'interdiction des licenciements, l'augmentation des salaires de 300 euros pour tous, et un revenu minimum à 1600 euros nets. Il s'agit d'engager un rapport de forces contre les banques, contre les multinationales, dont le lobby du nucléaire est un élément particulièrement important (voir p. 12).

Les mobilisations en cours sont porteuses de deux idées fondamentales : ce n'est pas aux peuples de payer la crise, c'est aux capitalistes ; et c'est aux « 99% » de décider, pas à la minorité de parasites financiers qui ruinent la planète. Ces revendications portent en germe la perspective d'une autre répartition des richesses et d'une démocratie par en bas, d'un gouvernement des travailleurs et des classes populaires.

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

www.npa33.org

Anticapitalistes ! n° 22 - octobre 2011 - 3

Lancement de la campagne de Philippe Poutou à Bordeaux

Mercredi 12 octobre a eu lieu à Bordeaux le meeting de lancement de la campagne de Philippe Poutou en présence d'Olivier Besancenot. Un meeting dans une ambiance chaleureuse et solidaire, en présence de 260 personnes, qui s'est ouvert avec l'intervention d'un gréviste d'Ipsos (s'excusant en riant de ne nous attribuer aujourd'hui qu'entre 0,5 et 1 %...). Il n'était pas là pour nous parler sondage mais pour dénoncer le mépris patronal et comment l'attribution de la prime Sarko de « partage des profits » (!)... a mis le 6 octobre 99 % des vacataires d'IPSOS en grève illimitée. (voir page suivante).

Une dignité du monde du travail sur laquelle Philippe est largement revenu, expliquant en quoi sa candidature est à l'opposé du petit monde des politiciens, la candidature d'un « anonyme parmi les anonymes, ouvrier d'usine, salarié victime de la crise ». « La politique est l'affaire de tous, nous devons prendre nos affaires en main et nous représenter nous-mêmes... Nous voulons dans cette campagne être la voix de tous ceux qui en temps normal n'ont pas les moyens de se faire entendre ». Dénonçant la vie faite au plus grand nombre, les attaques subies, Phi-

lippe a rappelé les multiples résistances dans lesquelles les opprimés retrouvent dignité et fierté, la chaleur de la solidarité. Face à la dette qui aujourd'hui menace l'ensemble de la société, et alors que tous, de l'UMP au PS appellent à « réduire les déficits », il a affirmé l'urgence d'empêcher les banques de nuire, les capitalistes de spéculer sur la dette des Etats, des hôpitaux, des communes : « c'est aux capitalistes, et à eux seuls de payer la dette et la crise ! ». Et il a rappelé combien l'ensemble des combats sociaux et écologiques posent le problème de la transparence, du contrôle démocratique par la population, les salariés et remettent en question la domination capitaliste.

Avant Philippe, plusieurs camarades ont pris la parole. Fanny, étudiante en géographie, est intervenue du point de vue de la jeunesse, de ses luttes pour une autre société, rappelant que la révolution n'est pas reléguée à l'histoire. Citant le rôle joué par la jeunesse des deux côtés de la Méditerranée mais aussi au Chili, en Angleterre, elle a dit combien ces luttes portent l'anticapitalisme, l'internationalisme, l'auto-organi-

sation, en lien et aux côtés des salariés, du monde du travail, contre toutes les oppressions.

Olivier, « le facteur de Philippe Poutou dans cette campagne » comme il s'est défini, est revenu sur la crise, de celle des subprimes à celle de la dette, alimentée par la politique libérale de tous les gouvernements, de droite comme de gauche, et le prix payé par les populations. Une situation contre laquelle des millions de femmes et d'hommes, de jeunes, se mobilisent et se battent de par le monde. Une révolte que nous voulons porter avec Philippe sous le drapeau de l'internationalisme, pour une autre mondialisation.

Puis Christine est intervenue pour la fédération 33. Enseignante et élue municipale à Cenon, elle a éclairé par des exemples locaux la dégradation sans précédent que subissent enseignants et élèves dans l'Education Nationale, particulièrement dans les quartiers populaires, mais aussi les luttes de ces dernières semaines. Quant aux communes, nombreuses sont celles qui se retrouvent prises au piège des emprunts toxiques avec des taux qui atteignent jusqu'à 25 %, rendant très concrète et immédiate la nécessité d'annuler la dette !

Un meeting qui s'est conclu par un appel à mobiliser toute nos forces pour la candidature de Philippe, pour affirmer ensemble haut et fort que c'est aux capitalistes de payer leurs crises !

Isabelle Ufferte



Photothèque Rouge/BT

500 signatures pour une campagne anticapitaliste !

Camarades lecteurs, vous connaissez des maires autour de vous, vous souhaitez nous aider à dépasser cet obstacle bien peu démocratique...

Contactez-nous : 05 56 91 40 25

Nos vies, pas leurs profits

IPSOS, en grève

Des salariés de l'institut de sondage IPSOS sont en grève depuis le 6 octobre. La grève est suivie à plus de 80 euros sur les trois sites (Paris, Bordeaux, Saint-Brieuc), aussi bien par les vacataires (600 sur 1200) qui réalisent les enquêtes, que par les titulaires. A Bordeaux, sur 130 salariés, il n'y en a plus que 15 qui travaillent. Rencontrés à la manifestation du 11 octobre, ils ont demandé à intervenir au meeting du NPA du lendemain... et c'est Philippe, 43 ans, vacataire à IPSOS depuis 1996, qui a pris la parole. Voici une partie de son intervention au meeting :

« Les revendications sont simples malheureusement. On nous a accordé une prime, la « prime de partage des profits », dans un premier temps à 6 euros... Après quelques semaines de négociations, c'est passé à 24 euros.

Dans le même temps, IPSOS vient d'acquiescer une autre société pour 595 millions d'euros. Dans le même temps, elle vient de débloquer une enveloppe de 20 millions d'euros pour les actionnaires. Dans le même temps, le directeur général s'octroie un bonus de 22 000 euros... et nous à la fin, on se retrouve avec 24 euros.



C'est une curieuse manière de voir le partage des richesses... On se bat au-delà de cette prime, on ne se bat pas que pour des chiffres, même si on souhaite qu'ils soient plus importants. On se bat aussi pour de la reconnaissance. Chaque jour, c'est notre qualité, notre compétence, et en retour on n'a que de la suffisance, du mépris, de la part de ceux qui nous dirigent. Donc voilà notre situation actuelle. [...]

Je ne sais pas si vous vous souvenez mais en avril, le président avait mis en place cette chose merveilleuse, chaque salarié allait toucher 1000 euros. Quelques mois plus tard, on nous dit que ce ne sera pas tous les salariés, qu'une partie d'entre eux... Quelques temps après, on nous dit, ça ne sera pas 1000 euros, ce sera

négocié au sein de chaque entreprise. Donc en avril on annonce 1000 euros et en octobre on se retrouve avec 24 !

Et ça fait quatre ans que les mensonges de ce gouvernement perdurent. Ça fait des années que nous souffrons de manque de reconnaissance, aujourd'hui on peut parler d'absence totale de reconnaissance des travailleurs, des salariés, dans chacune des entreprises. »

Le jeudi 13, une nouvelle négociation a débouché sur trois fois plus... trois fois rien, puisque la « prime de partage des richesses » est passée à 66 euros pour l'année. Les salariés ont voté la poursuite de la grève. A suivre...

Propos recueillis par F. M.

Pour coller les affiches du NPA, contactez-nous !



Agenda militant

Tous au Larzac ! Vendredi 4 novembre à 20h30, Utopia, avant-première à l'initiative d'Espaces Marx du film de Christian Rouaud, débat avec le réalisateur (pré-vente des billets à partir du 25 octobre).

Christian Rouaud, après l'époustouflant documentaire dans lequel il retraçait le combat des ouvriers de l'usine Lip (*Les Lip, l'imagination au pouvoir*, 2007), raconte la résistance des paysans du Larzac pour défendre un territoire dont voulut s'emparer en 1971 le ministère de la défense afin d'agrandir un camp militaire.

« Je voudrais que l'on se nourrisse de cette histoire pour regarder notre monde, dit Christian Rouaud. Ce qui caractérise les luttes de cette époque, ce n'est pas le dogmatisme gauchiste mais une incroyable liberté d'invention et de ton, une fierté, une insolence, une imagination sans bornes. Il s'agit modestement, à travers le récit d'une lutte longue et terrible, de laisser monter en nous la petite musique de connivence, de vibrer avec les acteurs, de craindre avec eux, de rire avec eux, de s'immiscer dans l'intimité d'un groupe qui invente. S'il y a une actualité du Larzac, c'est dans la force subversive dont cette histoire est porteuse ».

Nos vies, pas leurs profits

CGT et services publics Un débat animé

Nous étions 170 à la journée sur les services publics organisée par l'Union Départementale CGT33. Plusieurs invités : des représentants nationaux des fédérations CGT des services publics, santé, cheminots, Finance, un représentant d'Attac ainsi que des représentants de partis politiques : PS, PC, et cerise sur le gâteau : l'UMP et un patron !

La présence de la droite et du patronat n'a pas été sans poser de problème. Une camarade du NPA l'a dénoncée alors que l'extrême gauche bien plus utile à la CGT dans la construction des mobilisations a été « oubliée »... L'UD a répondu qu'il n'y avait pas d'élus d'extrême gauche au Conseil Général, mais que tout élu était le bienvenu...

Si tout le monde partageait la dénonciation des attaques sur les services publics exprimées dans les introductions, la question du manque de perspective se pose.

Dans le débat, plusieurs interventions ont dénoncé les milliards d'euros donnés aux banques : une camarade prenait l'exemple des 6 milliards d'euros donnée à Dexia en 2009 correspondant à 216 000 postes dans l'Education nationale pendant 10 ans !

Le problème de la dette a été abordé : là aussi, un débat est nécessaire. Comment discuter des services publics sans affir-

mer que ce n'est pas à la population de payer la dette et ses intérêts ?

Un camarade pensait qu'il ne fallait plus rester dans le constat mais discuter des moyens de lutter contre toutes ces attaques.

Quant au débat avec les partis politiques : pour le PS, tout a commencé il y a 5 ans avec Sarko... Pour l'UMP, tout va bien. Quant au PC, il a rappelé le développement des services publics avant les années 70, dénoncé les traités de Lisbonne et le besoin de construire un outil de sortie de crise... sans plus de précision... Si ce n'est la 6^{ème} république qui devrait tout régler !

Sur le financement des services publics, la nécessité d'imposer une autre répartition des richesses, d'augmenter les recettes en prenant sur les profits apparaît comme une évidence.

En off, beaucoup de discussions avec des camarades qui pensaient qu'il fallait préparer les luttes, comme au Maghreb, en Grèce, etc...

Isabelle Larroquet

EVS aux Prud'hommes

Ras-le-bol du mépris de l'Education nationale !

Sept EVS (Emplois de Vie Scolaire) attaquaient leur employeur, l'Education nationale, au tribunal des Prud'hommes de Libourne, le mercredi 12 octobre. Les EVS sont les personnels qui assurent dans les écoles l'aide administrative des directeurs mais aussi animent le fonctionnement des bibliothèques, des groupes informatiques, aident à l'encadrement des sorties scolaires... bref, des personnels devenus indispensables au fonctionnement des écoles.

La création des EVS en 2005 était une reconnaissance par l'Education nationale de la nécessité de ces missions dans les écoles. Mais alors que ces nouveaux métiers, revendiqués par les enseignants, nécessitaient la création de vrais postes

de la Fonction publique, l'Etat embauche depuis le début des contrats aidés ultra-précaires, entre 500 et 800 euros par mois, pour une durée d'un an maximum. Le rectorat méprise tellement ces contrats que depuis des années, il s'assoit sur ses obligations de formation. Mais il a eu le tort de sous-estimer la révolte, la dignité et la combativité des EVS qui aujourd'hui l'attaquent aux Prud'hommes. Un premier procès pour sept d'entre eux a eu lieu mercredi 12 octobre, au tribunal de Libourne. 45 attendent une date de procès au tribunal des prud'hommes de Bordeaux, et de nombreux autres EVS sont en train de préparer de nouveaux dossiers.

La condamnation de l'Administration est attendue, comme c'est déjà le cas

dans de nombreux départements où les collèges employeurs des EVS sont condamnés à de lourdes indemnités et dommages et intérêts. Bien sûr, personne ne peut se satisfaire d'une telle situation de précarité, pas plus les EVS eux-mêmes, dans l'impossibilité de vivre de leur revenu, que les enseignants et les parents d'élèves qui revendiquent de vrais moyens pour les écoles. Ce sont de vrais postes de la Fonction publique que le Ministère doit créer. Cela demandera la mobilisation de tous. Mais la victoire attendue aux Prud'hommes sera une première victoire de la dignité pour les EVS qui auront fait reconnaître le respect de leurs droits.

Christine Héraud

Nos vies, pas leurs profits

Talence

La SNCF ferme la Médoquine sans crier gare

Si rien ne bouge, le 1er décembre prochain, le guichet ouvert à la gare de la Médoquine à Talence va fermer. Il ne restera plus qu'une machine à qui parler de ses voyages.

Trois ans après la fermeture de la Poste de la rue Robespierre, après la fermeture en catimini de la permanence de la caisse primaire de sécurité sociale, c'est le tour de ce guichet.

Il faut le dire, cela fait quelques décennies que le guichet s'ouvre dans une gare qui voit passer les trains mais qu'aucun ne s'arrête - alors qu'il serait intelligent d'y faire un arrêt pour les trains venant du Bassin et pour la ligne de ceinture, plus une « plateforme multimodale » (au moins bus et vélos) pour le CHU, le campus,...

Jeudi 20 octobre, le comité talençais de défense des services publics a appelé à rassemblement devant cette gare. 150 manifestants environ, des élus en grand nombre (dont le député EELV Mamère, le conseiller général PS Savary, le maire Modem Cazabonne...). Interventions convergentes du comité, de la fédération des comités d'usagers de transports, de la CGT et de Sud-Rail.

En grattant un peu les interventions des élus, cela devenait compliqué. Difficile au PS de dire franchement que les maires PS de Pessac et de Mérignac avaient obtenu des gares et des trains indépendamment des priorités réfléchies à l'échelle de la CUB. Impossible pour le PS de mettre clairement en cause une politique nationale de la SNCF de priorité au TGV au détriment de l'entretien et de l'amélioration du réseau de proximité qui concerne 90% de ses clients. Nous avons même cru déceler une certaine gêne chez les militants du Front de gauche et d'Europe Ecologie Les Verts, alliés parfois indociles mais toujours alliés du PS au Conseil général, à la CUB, à la Région.

Le comité était plus crédible dans sa dénonciation de l'absence de mobilisation de la Mairie malgré les bonnes paroles du Maire.

Dans son intervention, le représentant du NPA, après avoir salué la grève générale des travailleurs grecs, a eu beau jeu de montrer qu'ils étaient victimes d'une politique, celle de l'Union européenne et du FMI, qui ne voit pour sortir des crises que l'austérité pour les travailleurs et la privatisation des services publics. C'est, si nous n'y prenons pas garde, ce que nous subirons demain au nom de la réduction des déficits publics, dans le droit fil des textes européens imposés malgré notre vote et invitant à systématiser la concurrence « libre et non faussée ».

Mais pour résister, il ne faut pas s'arrêter à ce premier rassemblement. 150 manifestants, déjà 1000 signatures pour la pétition, c'est bien. Il faudra être trois fois plus nombreux la prochaine fois, et réunir 10 fois plus de signatures si nous voulons peser suffisamment pour que la Direction régionale SNCF soit contrainte de revenir sur sa décision.

A.R.



Agenda militant

Tarabut-Hithabrut (ensemble/associés, en arabe et en hébreu)

Jeudi 17 novembre à 20h30, Utopia, projection-débat à l'initiative de Palestine 33 et de l'UJFP Aquitaine du film *My Land* de Nabil Ayouch (prévente des billets à partir du 7 novembre).

My Land donne la parole à de vieux réfugiés palestiniens qui ont fui en 1948 sans jamais retourner sur leur terre, et qui vivent dans des camps au Liban depuis plus de 60 ans. Cette parole est entendue par de jeunes israéliens de 20 ans qui sont nés et qui vivent aujourd'hui sur ces mêmes terres.

Débat animé par Reuven Abarhil et Johayna Saïfi, de l'association judéo arabe israélienne Tarabut-Hithabrut, en tournée en France. Ils animeront un atelier de 17 à 19 heures sur « pratiques éducatives et minorités exclues ou dominées » (lieu non déterminé).

Dossier : Crise de la dette

La faillite récente de Dexia, la banque des collectivités locales et des services publics, est une des conséquences de l'accélération de la crise de la dette qui touche, à des degrés divers, tous les pays d'Europe. Réunions du G20, sommets européens se succèdent, mais rien n'y fait, la crise s'accroît...

Des milliards partent aujourd'hui en fumée dans les Bourses, des banques font faillite... Mais les conséquences de cette crise ne touchent pas que le monde de la finance et de la spéculation, par ailleurs activement protégé par les gouvernements. Elles frappent aussi, et bien plus durement, l'ensemble de la population, le fonctionnement des services publics, des collectivités locales, pour qui elles s'ajoutent aux mesures de rigueur du gouvernement.

Dans ce dossier :

Page 8 :

- Dexia, le hold-up d'une banque privée...
- Emprunts toxiques en Gironde

Page 9 :

- Lormont grevée par les emprunts toxiques

Page 10 :

- Démasquons-les !
- CHU, le prix de la dette
- A lire : la dette publique, une affaire rentable

Page 11 :

- La question de la dette dans les syndicats
- Mettre fin à la spirale folle...

Dexia

le hold-up d'une banque privée sur les crédits publics

Jusqu'en 1987 existait un organisme public, la *Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales*, spécialisée dans le crédit aux mairies et autres collectivités territoriales. Dexia est née de sa privatisation, avant de fusionner, en 1997, avec le Crédit communal de Belgique. Le prêt aux collectivités locales est resté la spécialité de cette nouvelle banque privée. Une affaire juteuse pour ses actionnaires, puisque ses bénéfices déclarés dépassaient 14 milliards d'euros sur la période 2000-2009.

Jouant de son passé d'établissement public « à qui on peut faire confiance », elle a placé auprès des collectivités territoriales et des établissements publics des prêts à taux variable qui, s'ils étaient avantageux au départ, sont devenus, avec la crise, des emprunts « toxiques », frappés par des taux exorbitants.

Cette politique se retourne maintenant contre Dexia, qui est contrainte à la faillite. Déjà, lors de la crise financière de 2008, Dexia n'y avait échappé que grâce à l'intervention sonnante et trébuchante des États belge et français. Aujourd'hui, ces derniers mettent à nouveau la main à la poche pour financer le démantèlement de la banque, c'est-à-dire pour sauvegarder au maximum les intérêts de ses gros actionnaires.

Mais nul ne sait ce qu'il adviendra des dettes de tous les emprunteurs qui se sont laissés piéger par les pratiques de Dexia...

Daniel Minvielle

Emprunts publics toxiques en Gironde la palme au Conseil général !

Une carte interactive publiée par *Libération* (labs.liberation.fr/maps/carte-emprunts-toxiques/) permet de se faire une idée des dégâts commis par les prêts toxiques sur les villes, les départements, les régions, les communautés de communes, les hôpitaux... Les chiffres utilisés par *Libération* sont de 2009 et tirés de la comptabilité de Dexia. Ils ont donc pu évoluer (par ex. Lormont) et concernent seulement les emprunts accordés par Dexia, qui n'est pas la seule banque à avoir fourgué des emprunts toxiques aux collectivités...

Le tableau ci-contre, incomplet, donne une estimation des surcoûts générés par l'envol des taux variables par rapport au prix « normal » des marchés (selon Dexia) pour quelques collectivités de Gironde. Il ne faut donc pas oublier d'ajouter à ces surcoûts les intérêts « normaux » qui auraient été perçus par Dexia si les taux avaient été fixes, pour se faire une petite idée de l'ampleur du pillage des richesses publiques par les banques...

D.M.

	Montant total de l'emprunt (euros)	Montant total des surcoûts (euros)	Ratio surcoûts / montant total
Conseil Général	41 612 000	11 181 000	26,87 %
Lormont	20 285 000	5 224 000	25,75 %
St Aubin du Médoc	2 567 000	423 000	16,48 %
Cestas	4 048 000	538 000	13,29 %
Libourne	4 521 000	552 000	12,21 %
Villenave d'Ornon	4 962 000	591 000	11,91 %
Cenon	3 555 000	378 000	10,63 %
Région aquitaine	9 923 000	586 000	6,29 %
CHU	11 972 000	511 000	4,27 %
Total (partiel...)	103 445 000	19 984 000	19 %

refusons de payer !

Lormont grevée par des emprunts toxiques

Comme d'autres collectivités et communes, Lormont a contracté des emprunts toxiques, pour plus de 20 millions d'euros, soit 25 % de l'encours de la dette. Un prêt auprès de Dexia pour 5,7 millions sur 30 ans, au taux de 3,39 % au départ, indexé sur le franc suisse soumis à de fortes variations, pourrait voir son taux s'envoler dès 2015. Son surcoût, estimé par Dexia, est de 20,47 %.

Le maire socialiste ne voulait pas en parler au Conseil municipal suivant l'annonce par la presse de ces emprunts toxiques, le 23 septembre dernier. Dans la presse, il a minimisé le danger ; en privé, il a exprimé sa grande confiance en Dexia, « LA » banque des communes, justifiant des prêts pour des opérations utiles (dont celle du renouvellement urbain), et surtout garanties par l'Etat, LA République !

Suite à mon intervention, le PC a dénoncé Dexia, en rendant Sarkozy responsable de la situation actuelle, et en exprimant avec le PS sa confiance dans la nouvelle majorité qui allait changer tout ça !

Voici de larges extraits de mon intervention :

« Cette crise de la dette n'est pas le fruit d'une fatalité, mais des contradictions du capitalisme lui-même, aggravées par une politique délibérée des gouvernements qui a consisté, depuis des décennies, à donner aux banques privées le monopole du crédit aux Etats, aux collectivités et aux entreprises publiques (pour des intérêts profitables aux banques).

Ces intérêts qui s'accumulent au point de finir par exploser, ce capital que les banques récupèrent, c'est de l'argent bien réel, capté par les impôts dans le cadre des collectivités locales et de l'Etat, autant en moins pour les classes populaires, les services publics, etc.

Non contentes de bénéficier, avec la complicité active des Etats, de ce pouvoir de piller les richesses de la collectivité, les banques ont cherché à démultiplier encore leur pactole par la spéculation sur les titres de dette, dont on a vu les conséquences en 2007 avec la crise des « subprimes », et maintenant avec la crise de la dette publique, avec ses conséquences sur certaines communes, dont la nôtre, qui avaient fait confiance à Dexia et autres Caisse d'Epargne et Crédit Agricole... Dexia n'est plus, depuis sa privatisation sous la gauche, une banque différente des autres !

Claude Bartolone, député socialiste de la Seine-Saint-Denis, refuse de payer une partie de la dette léguée sous forme d'emprunts toxiques par son prédécesseur communiste. Ayant contracté des emprunts variables, indexés sur des

monnaies qui ont vu leur cours s'envoler, il a signalé que, si en 2010, il devait rembourser 1,5 millions d'euros d'intérêts (le coût d'une crèche), en 2012, il devra s'acquitter de 30 millions (soit le coût d'un collège) !

Et il affirme à propos des emprunts toxiques et prêts structurés, que les

seront pris en charge par l'Etat avec participation des collectivités, qu'on pourra se débarrasser du fardeau de la dette.

Une Commission parlementaire, et même une nouvelle majorité au gouvernement, ne pourront rien contre la logique de marché qui régit cette économie en crise. Il suffit de voir comment

Dexia Crédit Local
La banque pour l'économie locale

- Collectivités locales
- Santé
- Habitat
- Economie locale

Sur le site de Dexia...

Et si l'essentiel c'était d'améliorer la vie des citoyens ?

banques « pour allécher les élus, ont mis au point des produits leur permettant d'avoir une « gestion active de leur dette », comme elles disaient... Autrement dit, des prêts avec des coûts fixes minimales au début, susceptibles d'évoluer ensuite, et ce sans aucune limite », en ajoutant « Les élus n'ont pas été assez attentifs au moment où les produits structurés sont devenus, pour les banques, source de marges cachées, de profits et de rémunérations liées davantage aux risques qu'elles faisaient prendre aux collectivités plutôt qu'aux conseils éclairés qu'elles pouvaient leur prodiguer ».

Aujourd'hui, des maires refusent de payer, et le font savoir. Le maire de Rosny a, lui, intenté un procès à Dexia Crédit Local pour « escroquerie en bande organisée » et « tromperie ».

Par ailleurs, ce n'est pas en créant une structure de défaisance, dont les risques

en Espagne, en Grèce ou au Portugal, ce sont des gouvernements socialistes qui imposent l'austérité aux travailleurs pour payer les banques.

Ces dettes sont totalement illégitimes. Les maires qui refusent de payer ont raison ! D'où pourrait venir un « rayon de soleil », si ce n'est de la mobilisation populaire contre les banques, pour exiger l'annulation des dettes, produit de la spéculation financière ?

Il n'y aura pas de solution sans retirer aux banques le pouvoir de nuire. Il faudra les nationaliser sans indemnité ni rachat, et constituer un pôle bancaire public sous le contrôle démocratique de la population.»

Monica Casanova, élue NPA à Lormont

Crise de la dette

A chaque étape, les idées dominantes sont celles de la classe dominante - Karl Marx

Démasquons-les !

«*Avons-nous la détermination nécessaire pour nous attaquer à l'effondrement moral [de la société] ?*» s'est demandé le premier ministre britannique David Cameron, en août dernier, au lendemain des émeutes urbaines qui venaient de secouer les grandes villes d'Angleterre.

Diagnostic plein d'inquiétude censé justifier l'abattage judiciaire qui a suivi, soit des centaines de condamnations pour punir ceux qui ont osé se soulever contre l'ordre supposé intangible du monde. Diagnostic éminemment symptomatique en cette période de crise globale où les plans d'austérité décidés par les classes dirigeantes se suivent et se ressemblent.

David Cameron a en partie raison. Vues avec les lunettes du pouvoir, ces « violences » qui éclatent un peu partout, dans le monde arabe, en Europe et maintenant aux Etats-Unis ou au Chili, rappellent qu'il y a bien un certain problème « moral » pour la classe dominante. Bien sûr, ces violences ne sont moralement condamnables que si l'on admet que nos conditions d'existence ne sont pas modifiables, que le contraste entre l'opulente richesse de quelques-uns et la paupérisation croissante du plus grand nombre est naturelle. C'est bien leur morale à eux, c'est-à-dire le ciment idéologique du capitalisme, qui aujourd'hui vacille sur les places publiques des grandes villes, c'est bien cette morale de classe que des dizaines de milliers d'indignés new yorkais piétinent lorsqu'ils tentent d'« occuper Wall Street », que des « éléments incontrôlés » italiens rejettent lorsque, ce 15 octobre à Rome, ils fracassent les vitrines des banques ou incendient une annexe du ministère de la Défense.

L'effondrement en question, c'est d'abord celui de leur système qu'ils annonçaient indépassable, entraînant dans son marasme les valeurs destinées à le faire accepter. Comme disait Trotsky, « la classe dominante impose ses fins à la société et l'accoutume à considérer comme immoraux les moyens qui vont à l'encontre de ses fins » (« Leur morale et la nôtre »). On comprend donc l'urgente nécessité, pour les possédants, de restaurer leur morale de la résignation aujourd'hui mise à mal par l'indignation de millions de personnes à travers le monde.

Patrick Chandon

CHU : le prix de la dette

D'après Libération et sa carte des emprunts toxiques, le CHU de Bordeaux aurait deux emprunts de ce type avec « *structure complexe d'options sur taux d'intérêt* »... Complexe en effet quand on lit la chose... Mais ce qui est très concret, c'est le surcoût annoncé pour le CHU : 511 000 €.

Cette somme, qui s'ajoute aux intérêts dits « normaux » qui pèsent déjà lourdement sur le budget, ce sont des postes en moins dans les services, des arrêts maladie ou maternité qui ne seront pas remplacés, des collègues sous contrat à durée déterminée qui ne seront pas renouvelés.

Le CHU de Bordeaux serait peu touché dit-on par ce type d'emprunts comparé à d'autres hôpitaux mis au bord du gouffre par les banques. Mais toxiques ou non, le CHU s'est largement endetté ces dernières années et paie un tribut de plus en plus lourd aux banques. Ainsi, en 2010 il a payé 10 millions d'euros de frais financiers, dont 5 millions rien qu'au titre des intérêts ! La même année, il déclarait un déficit de... 10 millions également.

Depuis, tout laisse à penser que la situation n'a fait que se dégrader : en effet, la direction vient d'annoncer à l'encadrement que, pour des raisons de budget, elle instaurait un « délai de carence » systématique d'un mois avant tout remplacement et que le renouvellement des agents embauchés en CDD serait discuté au cas par cas. Cela alors que dans de plus en plus de services la situation se tend, que les personnels n'en peuvent plus des heures supplémentaires jamais récupérées, des congés déplacés, des changements de roulement au pied-levé, de jour comme de nuit. Une situation de plus en plus insupportable.

Correspondants

A lire :

La dette publique, une affaire rentable...

A-J Holbecq et O. Derruder - Editions Yves Michel - 12 euros

Dans ce petit livre, paru en 2008, les auteurs s'attaquent à démonter les mécanismes de ce qu'il faut bien appeler une arnaque : celle de la dette publique.

On y voit à quel point la souveraineté monétaire des États n'est qu'un leurre : 93% de la monnaie qui circule est de la monnaie de crédit dont les banques ont le monopole, laissant aux banques centrales les 7% qui restent, pièces et billets...

On y voit comment on est passé d'une Banque de France qui avançait gratuitement à l'État l'argent dont il avait besoin pour fonctionner à une situation résumée ainsi dans le traité de Lisbonne (Chirac-Jospin) : « *Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des États membres d'accorder des découverts ou tout autre titre de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publiques des États membres* »...

On y voit comment ce monopole du crédit accordé par les États aux banques privées ne peut que générer une course sans fin à l'endettement qui conduit aujourd'hui la société dans le mur...

Le livre s'ouvre sur cette phrase prononcée il y a un siècle par Henri Ford, fondateur de la marque automobile du même nom : « *Il est une chance que les gens de la nation ne comprennent pas notre système bancaire et monétaire, parce que si tel était le cas, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin* »... Donnons lui raison !

D.M.

La question de la dette dans les syndicats

Le 11 octobre, à Bordeaux, nous étions une dizaine de milliers à répondre à l'appel de l'intersyndicale nationale à une journée contre le plan d'austérité du gouvernement. Malgré les limites de cette journée sans appel à la grève, bien des militants syndicaux ont tenu à s'en saisir, refusant de se soumettre au chantage du gouvernement sur la crise, refusant de payer pour une crise qui n'est pas la nôtre.

Mais pour préparer la suite, il nous faut débattre clairement de quelle politique mener face à l'offensive actuelle : attendre l'alternance de 2012 ou travailler à la convergence des luttes pour inverser le rapport de force ? Accepter de rembourser la dette en demandant qu'elle soit un peu moins injuste ou affirmer son illégitimité et réclamer son annulation, comme en Grèce, en osant appeler à la lutte pour l'imposer ?

Ce débat est d'autant plus important que sur la question de la dette de l'Etat, les directions syndicales restent bien silencieuses, reprenant la plateforme revendicative de... 2009 comme si rien ne s'était passé depuis. Mais comment faire l'impasse sur une telle question, alors que toute la politique du gouvernement, et de ceux qui

postulent pour 2012, est dictée par le paiement des intérêts d'une dette complètement illégitime ?

Dans la CGT par exemple, l'économiste Nasser Mansouri-Guilani, explique : « *L'approche libérale conçoit par définition l'endettement public comme mauvais. Mais la dette peut aussi être liée aux investissements qui permettent de créer des richesses bien supérieures au coût de l'endettement sur le long terme. Tout dépend donc de la nature de l'endettement (...). Il faut donc bien distinguer le bon et le mauvais endettement* ».

Mais la question n'est pas de savoir si l'endettement a été « bon » ou « mauvais ». Même s'ils ont pu servir à financer des infrastructures utiles, les fameux prêts « toxiques » vendus aux communes par Dexia n'en demeurent pas moins il-

légitimes. Quand les intérêts s'envolent par le jeu de la spéculation financière, il est hors de question de payer pour ce vol !

Pour préparer sérieusement la lutte contre l'austérité, nous avons besoin de définir des objectifs, une politique claire, capable de donner confiance dans les forces du monde du travail. Cela signifie contester le chantage permanent des patrons et du pouvoir, qui répètent à longueur de journée que la crise est une fatalité et qu'il faut accepter les « sacrifices ». Cela passe par l'exigence de l'annulation de la dette, tout comme celle de l'augmentation des salaires et des revenus de 300 € ou de l'interdiction des licenciements.

Laurent Delage

Mettre fin à la spirale folle de l'endettement public

La crise de la dette se répercute ainsi dans nos vies quotidiennes, au travail, dans les collectivités locales, dans les services publics comme à l'hôpital et bien d'autres...

Le gouvernement prend prétexte du moindre signe d'aggravation de la crise pour multiplier ses mauvais coups, accentuer les reculs sociaux. Il est urgent de lui opposer le respect de nos propres droits : droit de vivre correctement, droit de décider pour les travailleurs et les classes populaires.

Les partis de gouvernement, de gauche comme de droite, prétendent « *sortir de la crise* » en finançant, par centaines de milliards pris dans nos poches par le biais des impôts et des taxes, le sauvetage des responsables de la crise. La crise actuelle est la preuve que cette politique, qu'ils mènent depuis 2007, conduit dans le mur. Pour sortir de la spirale de la dette, il faut libérer les milliards d'euros nécessaires à la satisfaction de nos besoins, et qui sont consacrés chaque année à payer les intérêts de la dette. Il faut oser affirmer que la dette est illégitime, que nous ne la rembourserons pas.

Dans le mouvement social, la question fait

débat, et nous sommes bien sûr partisans de construire avec ceux qui veulent au moins la suspendre (un moratoire) et la contrôler (un audit) un large courant d'opinion et de contestation, et nous chercherons à convaincre qu'il faut aller jusqu'au bout : refuser son remboursement.

Le développement de la crise et de ses conséquences, l'impuissance des dirigeants de ce monde à y mettre un terme le démontrent clairement : les intérêts des financiers, des capitalistes, et ceux de la population sont inconciliables. Pour en finir avec le chômage, les bas salaires, la casse des services publics, le désastre écologique, il faut prendre sur les profits et mettre un terme à la spéculation. Cela implique l'expropriation du secteur financier, la fermeture de la Bourse, l'unification de toutes les banques en un seul organisme public du crédit, placé sous le contrôle des travailleurs. Une perspective que portent déjà, en germe, les mobilisations des indignés et des travailleurs, comme ceux de Grèce, qui affirment déjà depuis plusieurs mois « *la dette n'est pas la nôtre* » !

F.M.



Tchernobyl, Fukushima, ça suffit : Dégageons le nucléaire !

L'association Tchernobylaise vient de réussir deux actions antinucléaires sur Bordeaux : un débat sur la sortie du nucléaire le vendredi soir 14 octobre et une manifestation «stop nucléaire» le samedi après-midi 15 octobre.

Le débat organisé à l'Athénée municipal n'a rassemblé qu'une cinquantaine de participants mais les discussions ont permis à Tchernobylaise, Greenpeace, Europe Ecologie-Les Verts (EE-LV), au Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), au Parti de Gauche (PG) de préciser leur position sur la sortie du nucléaire. Greenpeace ne se fixe pas de date et s'appuie sur l'étude de Négawatt. EE-LV propose une sortie en 25 ans et s'engage, lors des négociations avec le Parti Socialiste, à « peser » sur la politique nucléaire de celui-ci. Le PG n'était représenté que par deux militants, l'un défendant la sortie du nucléaire avec organisation d'un référendum et reconnaissant qu'il y avait problème avec



le Parti Communiste, l'autre disant qu'il était impossible de se passer du nucléaire.

Le NPA a défendu son plan de sortie en 10 ans, en indiquant que cette sortie pourrait être encore plus rapide en supprimant certaines industries inutiles

et voraces en énergies comme l'armement, la production de pesticides... 25, 30, 40 ans, c'est permettre au lobby nucléaire d'investir pour faire durer certaines centrales et d'essayer ainsi de tenir jusqu'à l'épuisement des mines d'uranium (ou jusqu'à une catastrophe majeure).

Quant à Tchernobylaise, sa position, défendue par son président Stéphane Lhomme, est comparable à celle du NPA.

Le lendemain, la manifestation a rassemblé un millier d'antinucleaires, certains venant d'au-delà de l'Aquitaine : un autocar de Poitiers, un autre de Niort... Drapeaux jaunes de Tchernobylaise,

tinucleaires, verts d'EE-LV, rouges du NPA, noirs des anarchistes... Des syndicalistes de Sud avec leur fourgon sono... A noter le dynamisme des militants NPA de la Vienne et des Deux-Sèvres qui ont, en particulier, animé la sono avec leurs slogans repris en chœur par tous les manifestants.

La commission écologie NPA Gironde avait tiré 500 quatre pages « Nucléaire, en sortir c'est urgent ! » qui ont tous été distribués et qui ont obtenu un beau succès, aussi bien lors du débat que de la manifestation.

Jean-Marie Thonier (commission écologie NPA Gironde et Tchernobylaise)



de Greenpeace, des Collectifs an

La Clé des Ondes 90.1

La radio qui, depuis 30 ans, se mouille pour qu'il fasse beau

Interview de Gilbert Hanna animateur et « président » de la Clé

La clé des Ondes fête aujourd'hui ses 30 ans. Peux-tu revenir sur ses débuts ?

Cela remonte à 1981. Le projet avait germé dans la tête de quatre copains et copines du mouvement social et associatif. Jusque là, l'ORTF avait le monopole sur les ondes françaises (les radios privées, RMC, etc., émettaient depuis l'étranger), mais cette situation devenait insupportable, il y avait un vrai besoin de prendre la parole, on sentait que ce monopole n'allait pas pouvoir durer. Aussi, dès que Mitterrand a autorisé ce qu'on a appelé les radios libres, il y a eu énormément de radios qui sont apparues, et des associations, des syndicats, des partis s'y sont mis, même si de toutes celles qui se sont lancées peu ont tenu.

La clé a commencé à émettre depuis la cuisine d'un copain. Et rapidement le groupe s'est élargi, je suis arrivé à ce moment-là. On se partageait le travail : moi je m'occupais du secteur de l'Afrique, l'autre du Moyen Orient, etc. et tous les vendredis, on se réunissait tous et on faisait une revue de presse. Il y avait besoin de libérer la parole, on a donné des créneaux aux militants du mouvement social, des assos, des partis, aux altermondialistes, etc., pour qu'ils puissent s'exprimer. On s'intitulait la « radio populaire de Bordeaux ».

Tu dis que beaucoup de radios n'ont pas tenu, mais non seulement vous avez tenu mais vous êtes devenus un vrai acteur militant local...

On est parfois surpris de voir qu'on est très écouté. Même la police nous écoute (rires) pour être au courant de ce qui se passe, on annonce toutes les manifs et mobilisations... Et ça c'est possible grâce à tous les bénévoles, les militants, les associations qui participent, que je tiens à remercier car sans eux on aurait mis la clé sous la porte (rires). On subit bien sûr les fluctuations du militantisme. Il y a par exemple aujourd'hui moins de mi-



litants politiques qu'avant qui animent, et au contraire davantage d'associations, cela varie en fonction des moments.

On est autour de 90 bénévoles qui faisons vivre la radio. Il y a un seul permanent, un copain qui accepte de n'être payé qu'au SMIC depuis des années parce qu'on ne peut pas plus, les seules subventions qu'on touche sont celles du CSA (elles ont baissé de près de 40 % depuis 10 ans) et on a de temps en temps des aides du conseil général pour du matériel. Ça fait pas lourd pour le loyer et le reste... On a une gestion financière très serrée. Alors on demande aux animateurs d'amener leurs disques, leurs casques par exemple. On a sollicité des aides à la mairie de Bordeaux, au moins pour avoir un local bien placé pour émettre mieux car beaucoup ont des difficultés pour nous capter, avec un loyer modéré comme toutes les associations de Bordeaux. On veut payer ce loyer pour garder notre indépendance de ton et d'esprit.

Et l'avenir ?

Notre souhait, c'est qu'on nous utilise davantage ! On est ouvert à tous les militants et les associations de proximité. D'ailleurs nous travaillons avec Bordonor et la Boite à jouer, et on veut être le porte-voix des luttes, donner la parole sur les ondes à ceux qui les mènent. On veut dire à tous : « N'ayez pas peur de venir parler à la radio. Ne vous inquiétez pas, c'est

facile quand on a des choses à dire ! ». Tous les soirs, de 18h30 à 19h, il y a un temps réservé aux militants en lutte. Celui du lundi est assuré par moi comme le magazine Kaléidoscope.

Et on est ouvert à tous les projets d'émission. On cherche par exemple quelqu'un pour animer une émission de Jazz, on a plein de styles musicaux, mais pas de jazz.

On est une radio associative militante (on n'aime pas le terme de « radio libre », ça ne veut rien dire).

30 ans, c'est le bel âge, alors on a décidé de le fêter. On a organisé des projections avec Clin d'œil, un film et débat sur les révolutions arabes avec l'Utopia et surtout on fait venir les Fralib (programme ci-dessous). Et on appelle tous les militants à venir discuter avec les ouvriers et avec le réalisateur du film qui leur est consacré « Pot de thé – Pot de fer ».

Et la fête des 30 ans se terminera le 25 novembre par un Apéro swing avec Bernard Lubat et, en 1ère partie, le groupe sénégalais Mussa Molo. A partir de 19h précis, salle St Augustin.

Propos recueillis par I. U.

Après LIP..... les FRALIB !

FRALIB
A Gémenos, près de Marseille, les salariés de Fralib (ceux qui fabriquent le thé l'éléphant) luttent contre la délocalisation de leur entreprise. Ils occupent aujourd'hui celle-ci dans l'intention de: **Produire. Vendre. se Payer !** Souvenirs, souvenirs ? ...

GEMENOS VIVRA

Les FRALIB seront à Bordeaux pour parler de leurs luttes

Mercredi 16 Novembre - Salle Pierre Tachou
44 rue Joseph Brunet à Bacalan

19h - Petit concert
20h - film-documentaire "Pot de thé /Pot de fer" (en présence du réalisateur Claude Hirsch) **DEBAT**
23h - Fin

Accès : Tram B - Direction Claveau - Arrêt Brandenburg

90.1
Pour les 30 ans de : « LA CLÉ DES ONDES »

Initiatives

17 octobre 1961

50 ans pour que ce massacre d'Etat entre réellement dans la mémoire collective. Il faut dire qu'aucun des acteurs du crime n'est encore en activité professionnelle.

17 octobre 1961, le film de Jacques Panigel, longtemps interdit, ressort sur les écrans en même temps que le nouveau film de Yasmina Adi, *Ici on noie les algériens*, présenté en avant première à Bordeaux (Utopia) par le collectif « D'ailleurs nous sommes d'ici », et maintenant en salle à Utopia comme au Jean Eustache.

Que ceux d'entre vous qui n'ont pas trouvé de place à Utopia le 17 n'hésitent pas à y aller. Et pour compenser l'absence de Mathieu Rigouste qui a animé le débat, faites l'acquisition de *L'ennemi intérieur*, où il trace à partir des archives ouvertes pour lui à l'Ecole Militaire « la généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine ». Vous y comprendrez que le 17 octobre n'est pas une simple bavure de Maurice Papon passé sans encombre de la collaboration à la « contre-insurrection » à Paris après son passage dans l'administration coloniale de l'Algérie.

Ce que le débat a montré, c'est qu'il fallait vraiment reprendre cette histoire de la guerre d'Algérie, cette histoire de la « décolonisation » dans le contexte de la « guerre froide » où l'ennemi principal est encore « le communisme » et pas encore le « terrorisme islamique ».

Ce que les « colonisés » nous ont rappelé, c'est que la « gauche » avait encore à revenir sur son attitude. Politique franchement coloniale de la SFIO (le PS d'alors) et de ses alliés comme Mitterrand lui-même. Politique simplement « pacifiste » du PCF qui après avoir approuvé la répression des manifestations de 1945, condamné les attentats de novembre 1954, voté les « pouvoirs spéciaux » à Guy Mollet en 1956, a manifesté pour la Paix en tardant à soutenir l'Indépendance. Faiblesse du camp des anticolonialistes, même si le PSU, l'UNEF, l'Union des Etudiants Communistes ont contribué à faire « bouger les lignes ».



Et bien sûr, impossible de ne pas discuter des stratégies des peuples « coloniaux » eux-mêmes, de celle du FLN en particulier.

Sachez déjà que deux journées des Rencontres « la classe ouvrière, c'est pas du cinéma » seront consacrées à l'Algérie en février prochain.

A.R.

Mathieu Rigouste, *L'ennemi intérieur*, La Découverte, édition poche 2011 augmentée d'une postface.

A noter : Le roman de Didier Daeninckx, *Meurtres pour mémoire*, Folio policier, connaît en 2011 une édition illustrée par Tardi. Daeninckx a écrit le scénario de *Octobre noir*, album dessiné par Mako et préfacé par Benjamin Stora (adlibris éditeur), 2011.

Qu'est-ce qu'être enfant de révolutionnaire ? au sujet du documentaire *Lettres et Révolutions* de Flavia Castro

Que voulait dire être révolutionnaire dans le Brésil des années 60 ? C'est pour tenter de répondre à cette question que, dans le cadre de la «quinzaine anticapitaliste» initiée par le NPA33, une soirée-débat a été organisée lundi 3 octobre au cinéma Utopia de Bordeaux. Cette soirée a été l'occasion de découvrir, en présence de sa réalisatrice Flavia Castro, le documentaire *Lettres et Révolutions*, film bouleversant retraçant le parcours de son père Celso Castro, militant trotskyste brésilien, acteur infatigable des mouvements révolutionnaires en Amérique Latine bien sûr, mais aussi à la LCR durant son exil français, jusqu'à sa mort dans des conditions mystérieuses en 1984, à Porto Alegre.

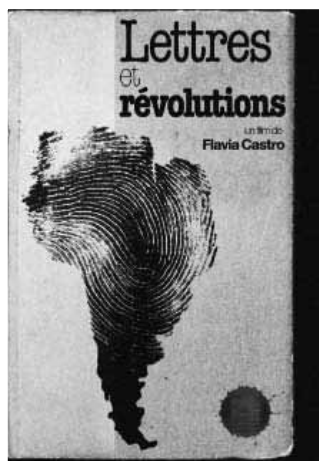
Assassinat politique ? Action commando qui a mal tourné ? braquage raté d'un militant qui depuis de longues années avait sombré dans la drogue ? C'est sur ces terribles questions que débute le documentaire. La quête désespérée de Flavia Castro est alors l'occasion d'aborder cette période sous un angle original. En effet, même si les étapes majeures de la lutte contre les dictatures latino-américaines sont exposées, nous n'aurons qu'un vague aperçu du contenu des

débats stratégiques qui animèrent les différents groupes de cette époque. Ce qui semble plus important à Flavia, c'est de raconter cette histoire à partir de ses propres souvenirs, ceux d'une enfant bringuebalée par ses parents de maison en maison, de pays en pays, connaissant malgré elle les contraintes de la clandestinité, de la peur et de l'exil – mais ayant aussi la chance de partager avec eux la formidable expérience d'une vie au service d'un idéal. Ainsi, apparaît peu à peu une autre question, tout

aussi fondamentale : qu'est-ce qu'être enfant de révolutionnaire ? L'émotion mêlée de pudeur qui traverse tout le film nous aide à y répondre.

Quant aux raisons de la mort de son père, les recherches se révéleront vaines. Pire, à mesure que sont rassemblés les éléments du dossier, se dessine le parcours d'un homme voyant s'éloigner la perspective d'une authentique révolution socialiste, épuisé par ses années de luttes, dévasté par la drogue. C'est pourquoi ce documentaire nous pose, à nous militants, une autre question tout aussi difficile et passionnante : quel peut être le prix d'un engagement révolutionnaire absolu ?

Matthieu Bettinger



Autour du livre : La Terre, des mythes au savoir

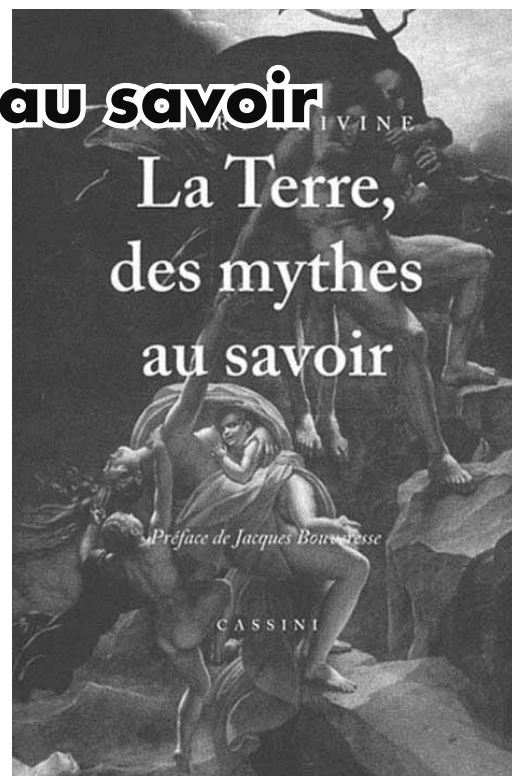
d'Hubert Krivine ⁽¹⁾

Editions Cassini, 26 euros

Dans ce livre, Hubert Krivine raconte le long cheminement qui au fil des siècles a permis d'aboutir à deux énoncés qui semblent aujourd'hui des évidences : la Terre tourne autour du Soleil et sur elle-même ; elle est âgée d'environ 4,6 milliards d'années.

Car il a fallu faire face à d'énormes difficultés pour, à force d'observations minutieuses, d'imagination, d'ingéniosité, mais aussi de tâtonnements, de controverses, parvenir à se libérer des textes religieux comme la Bible ou le Coran mais aussi parfois tout simplement du terrible « *bon sens* » le plus souvent trompeur.

A travers ce récit passionnant Hubert Krivine montre comment à partir de la Renaissance les savants se sont dégagés de la référence absolue au texte de la Bible pour interroger directement la nature en se confrontant au réel. A travers cela il a aussi pour but, comme il l'explique lui-même, de « *réhabiliter la notion réputée naïve de vérité scientifique contre l'idée que la science ne serait qu'une opinion socialement construite* ».



Bruno Bajou

Interview de l'auteur

Hubert Krivine de passage à Bordeaux dans le cadre de la quinzaine anticapitaliste a accepté de répondre à quelques questions.

Peux-tu préciser vis-à-vis de qui tu cherches à réhabiliter cette notion de vérité scientifique ?

Ceux qui manifestent une méfiance vis-à-vis de la science sont de deux types. Les fondamentalistes religieux qui ânonnent la Bible ou le Coran et ceux qu'on appelle les relativistes scientifiques qui pensent que la science n'est qu'une question d'opinion, une construction sociale comme la gastronomie, la mode.

Les uns croient en une Vérité révélée, les autres ne croient en aucune vérité mais il y a une espèce de complicité entre les deux. Car si vous croyez que la notion de vérité scientifique n'a pas de sens, vous n'avez aucun argument à opposer à ceux qui vous disent la Terre est âgé de 6000 ans comme le dit la Bible puisque « *les scientifiques peuvent dire n'importe quoi* ». Mon livre essaye de « *déconstruire* » ce genre de salade.

D'où vient ce mouvement relativiste ?

En France, même s'il s'en défend, un des chefs de file de ce courant est Bruno Latour, directeur scientifique de Science Po. En schématisant, il pense que ce qui assure la victoire d'une théorie scientifique sur une autre est le rapport de force qui mobilise les hommes, les machines, et pas du tout la confrontation à la nature et à l'expérience. Il a des tas d'exemples mais c'est en réalité une tautologie, car reste à expliquer ce qui a fait ce rapport de force. Et là on ne peut pas faire abstraction de la vérité objective, de la confrontation à la réalité.

Cela conduit à juger une théorie à cause des intérêts sociaux qui sont derrière, c'est très répandu y compris à l'extrême gauche,

au NPA. Mais c'est une erreur. On doit juger une théorie pour ce qu'elle est. Quitte à rajouter après que si un scientifique a fait une erreur c'est parce qu'il est vendu au capital, mais il ne faut jamais faire l'économie de la démonstration scientifique

Prenons l'exemple des OGM, on ne peut pas se contenter de dire que ceux qui les défendent sont vendus à Monsanto, ce qui est souvent vrai par ailleurs. Il faut faire la démonstration, quand elle est possible, qu'ils sont nocifs.

N'y-a-t-il pas confusion entre la science et des applications industrielles, commerciales, comme les OGM, le nucléaire ?

Oui, mais il ne faut pas l'accepter. « $E=MC^2$ » est indispensable pour la construction de la bombe atomique mais c'est une théorie qui est émancipatrice. Sa découverte est une conquête de la société. Einstein n'est pas plus responsable de la bombe atomique que Galilée de la chute d'un Boeing. Il faut regarder qui est responsable de la chute d'un Boeing mais ce ne sont ni les lois de la gravité, ni ceux qui les ont découvertes.

Le travail sur les OGM a des applications médicales très intéressantes. Dire qu'on est contre les OGM, qu'est ce que cela veut dire ? Nous sommes contre Monsanto qui, pour faire des profits, utilise les OGM.

Il faut éviter les raccourcis inutiles. A chaque fois qu'un scientifique fait une découverte, c'est une découverte émancipatrice pour l'Humanité.

Propos recueillis par B. B.

1) Hubert Krivine est physicien. Il a été chercheur au Laboratoire de physique théorique et modèles statistiques de l'Université Paris-Sud et enseignant à l'Université Pierre et Marie Curie.

Samedi 5 novembre 2011

De 15 à 23 heures

Salle Gouffrand

9 rue Gouffrand

BORDEAUX

tram ligne C - Camille Godard

FÊTE du NPA

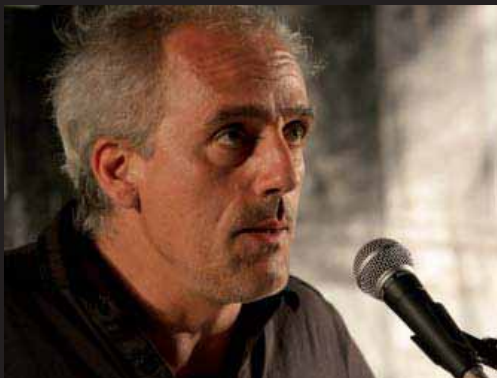
restauration
buvette
librairie

CONCERTS

The Absenties - 17h30
Spark - 21h

15h30 **DEBAT**

Face à la crise,
face à la dette,
quelles réponses ?



A **19 h** allocution de

Philippe POUTOU

candidat du NPA à la présidentielle

www.poutou2012.org